



INQUIETS de la menace que la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) pourrait représenter pour les droits à la santé des citoyennes et citoyens de toutes les régions des Amériques, un droit humain fondamental reconnu internationalement qui comprend le droit à des soins médicaux abordables et le droit à un environnement sain;

EN COLÈRE de constater qu'au Canada la ZLÉA pourrait menacer le régime universel d'assurance-maladie de même que les lois et règlements qui protègent la santé publique par le biais de l'intégrité environnementale;

NOUS, soussignés,

DEMANDONS au gouvernement canadien :

DE METTRE UN TERME aux négociations de la ZLÉA et de tous les accords commerciaux qui placent le profit avant le bien-être de la population, et d'éliminer le chapitre 11 de l'ALENA qui permet aux investisseurs de poursuivre les gouvernements qui adoptent des mesures qui ont pour effet de réduire les profits, mêmes celles qui protègent la santé publique ou l'environnement;

D'EXAMINER l'instabilité économique, les disparités absurdes entre les riches et les pauvres et les dommages sociaux et environnementaux qu'entraîne la libéralisation de l'économie et du commerce;

D'ÉCOUTER les Canadiennes et Canadiens qui exigent la protection du régime universel d'assurance-maladie et de l'environnement. D'écouter aussi, les citoyennes et citoyens des Amériques qui rejettent la ZLÉA et réclament le respect des droits humains et la souveraineté nationale.

NOM

ADRESSE

SIGNATURE
